

La stratégie terroriste menée par le F.L.N : une stratégie hélas, efficace

Pierre Spiteri, Professeur Emérite des Universités

Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954 entre une heure et six heures du matin, en différents points du territoire algérien, mais plus particulièrement dans le sud-est constantinois et dans la région des Aurès, à la limite de la frontière tunisienne, une trentaine d'attentats sont revendiqués par le F.L.N (Front de Libération National) : assassinats (sentinelles poignardées, gardes champêtres égorgés), attaques de bâtiments officiels (casernes, postes de police et de gendarmerie, services publics en particulier le studio d'enregistrement de Radio – Alger rue Hoche), sabotages (poteaux électriques et télégraphiques sciés, déraillement de trains, entrepôts de pétrole, fabrique de papier). Quelques attentats sont à signaler dans l'Algérois alors que le calme régnait dans le département d'Oran. Ces actions sont d'inégales gravités.

Ces actions ont provoqué la mort de dix personnes, trente autres étant blessées.

Ces agressions visent principalement les symboles de la présence française en Algérie : édifices publics ainsi qu'exploitations agricoles et forestières européennes, notamment à Boufarik. Dans cette phase initiale les hommes sont rarement la cible désignée. Ainsi, à Batna et à Kenchela, deux militaires et un officier sont abattus par des balles perdues.

Même si un autre drame a eu pour victime de jeunes mariés, M. et Mme Guy MONNEROT, les attaques visent rarement des civils ; M. et Mme MONNEROT regagnaient en car leur village entre Biskra et Arris. Le véhicule est arrêté dans les gorges de Tighamimine par les militants F.L.N ; ces derniers font descendre le couple et le caïd Hadj SADOK connu pour ses positions pro – françaises. La discussion dégénère ; il y a un échange de coup de feu entre le commando F.L.N. et le caïd. Ce dernier ainsi que l'instituteur Guy MONNEROT, âgé de 20 ans, tombent mortellement blessés. Mme Jeanine MONNEROT est grièvement blessée et violente.

Cet événement traumatise la population européenne qui ne se sent plus en sécurité. Il sera l'un des faits marquants favorisant l'incommunication entre les communautés européennes d'une part et musulmanes d'autre part. En effet, cette dernière par peur des représailles du F.L.N., reste dans un mutisme total ; car les autochtones musulmans ne seront pas épargnés, le F.L.N. inventant à leur intention des supplices particulièrement raffinés qui, immanquablement se terminaient par la sauvagerie des exécutions. À ce sujet, le massacre perpétré par le F.L.N. le 28 mai 1957 à mechta Casbah, à proximité du douar de Melouza (Kabylie), considérée comme un fief du M.N.A. (Mouvement National Algérien, méssaliste) est un exemple significatif du sort réservé à ceux ou celles qui ne se situaient pas dans la droite ligne du mouvement ; le bilan est de 331 français – musulmans assassinés, massacrés, égorgés et émasculés.

Indépendamment des luttes entre le F.L.N. et le M.N.A., les anciens combattants et les français – musulmans pro - français étaient systématiquement visés, et plusieurs dizaine de milliers de victimes sont à déplorer. Cette stratégie de la terreur a été utilisée durant toute la guerre d'Algérie et même après l'indépendance, notamment par le massacre de 150 000 harkis et leurs familles.

Cette tactique a été mise au point minutieusement par les grands «stratèges» du F.L.N. L'un des cerveaux est Abanne RAMDAME. Très rapidement, en 1954, il mesure l'importance et la portée des effets de la guérilla urbaine sur la population européenne ou musulmane et surtout sur la presse nationale et internationale. Il répète inlassablement qu'il vaut mieux abattre un seul ennemi en Alger que dix dans le djebel, trop éloigné des témoins et surtout des journalistes ; ainsi dans une note adressée à sa hiérarchie réfugiée au Caire il indique « *Nous pourrions tuer des centaines de soldats, sans que cela soit jamais communiqué. Réfléchissons aux conséquences de nos actes et veillons à ce qu'ils soient payants et attirent inévitablement l'attention sur le généreux combat de notre peuple et de notre armée* ». Il développera plus tard cette stratégie dans la phrase synthétique suivante : « *Un cadavre en veston est toujours plus payant que vingt en uniforme* ».

Outre l'aspect médiatique recherché, cette stratégie présentait d'autres avantages :

- envenimer les relations entre européens et musulmans afin d'accélérer la rupture entre les deux communautés ; ainsi, suite au cycle attentat F.L.N. - répression organisée par les forces de l'ordre françaises avec quelquefois des milices d'auto défense civiles, les populations autochtones seraient incitées à rejoindre les rangs de F.L.N. ou au moins de se reconnaître sympathisantes de ce combat,
- liquider toute personnalité désireuse de jouer le rôle d'interlocuteur ou de négociateur valable,
- faire diversion pour soulager un maquis harcelé, à bout de souffle, sans grands moyens face à une armée française plus puissante, mieux équipée et mieux organisée et détourner ainsi l'armée française des Aurès,

avec, en plus, comme moyen d'action une offensive directe contre les européens et leur famille, sans discrimination ni de sexe ni d'âge, c'est à dire y compris femmes, personnes âgées et enfants.

Les maîtres d'œuvre de cette tactique furent nombreux et très efficaces.

Parmi les plus connus, dans l'est constantinois, citons Youssef ZIGHOUT, Lakhdar BEN TOBBAL, Baji MOKHTAR et Ben AOUA. Le premier est le chef de la Wilaya 2 du nord constantinois. En particulier, Youssef ZIGHOUT et Lakhdar BEN TOBBAL élaborent une nouvelle tactique, basée non seulement sur l'offensive des casernes et des administrations françaises, mais aussi, et c'est nouveau, sur l'agression directe des Européens et leurs familles dans leur maison ; le moment choisi se situe à l'heure du déjeuner, moment où les familles étaient réunies. Le lieu des opérations est situé dans le nord constantinois. La date choisie est le 20 août 1955, date commémorant le second anniversaire de la déposition de Mohamed BEN YOUSSEF, sultan du Maroc, qui conduira à l'indépendance de ce pays. Le mode d'action adopté par les stratèges consiste à faire assiéger par des milliers de fellahs fanatisés et encadrés par des militants F.L.N. les villes et villages situés dans le triangle Constantine – Philippeville - El-Milia ; ainsi, vis à vis de l'opinion publique et internationale, il serait démontré que les actions proviennent spontanément de la population musulmane et non pas d'une bande de fanatiques. Les villes et les villages touchés par ces événements sont nombreux de l'ordre de quarante : Philippeville, Djidjelli, Collo, El-Milia, Le Kroub, Guelma, Bône, Bugeaud, Jemmapes, El-Arrouch, Oued-Zenati, Saint-Charles, Robertville, Aïn-Abid, El-Halia, Catinat, Kellermann, Gallieni, Condé-Smendou, Aïn-Kercha,...

Deux communes sont particulièrement touchées par la sauvagerie des massacres et l'innocence des victimes : Aïn-Abid et El-Halia. Dans chacun de ces deux sites, les assaillants sont pris d'une folie meurtrière ; les victimes Européennes sont égorgées, mutilées, éventrées.

Les femmes sont violées puis tuées. Des mises en scènes atroces sont organisées : amputation de bras et jambes à la hache, émasculations avec sexe placé dans la bouche, nouveau né (5 jours) tronçonné et réintroduit dans le ventre de sa mère après que celle-ci ait été violée.

Il convient de préciser qu'à El-Halia, les deux communautés (2 000 musulmans et 130 européens) vivaient jusqu'à ce jour en bonne intelligence et même en amitié depuis des décennies, européens et musulmans travaillant à la mine de pyrite, sans discrimination de salaire d'une communauté par rapport à l'autre et avec des avantages sociaux identiques. Les émeutiers, pour la majorité des ouvriers de la mine, sont armés de pelles, pioches, faux, serpes, machettes et gourdins avec lesquels ils exécutent les européens ; pourtant la veille encore, ils ont bu ensemble un thé à la menthe et discuté de choses et d'autres relatives à la commune.

Le bilan est lourd : à El-Halia 33 européens tués, 15 blessés et 2 disparus ; parmi eux 21 enfants ou adolescents de moins de vingt ans. A Aïn-Abid, les émeutiers attaquent la gendarmerie, la poste, la coopérative de blé, le bâtiment des Ponts et Chaussées ainsi que les habitations européennes. Les Européens réussissent à se défendre ; mais l'extermination dans des conditions inhumaines et atroces d'une famille entière, du nourrisson à la grand mère, soulève pour longtemps l'indignation.

En tout, les massacres du 20 août 1955 ont fait 123 morts dans les départements de Bône et de Constantine (21 musulmans, 71 Européens et 31 militaires). La réaction escomptée par les stratèges du F.L.N. ne tarde pas à se manifester. La répression dans les mechtas fait rage et la révolution se transforme inéluctablement en guerre ; officiellement 1273 militants F.L.N. sont exécutés ; les Algériens revendiquent des chiffres supérieurs.

Les dirigeants F.L.N. peuvent se réjouir ; leur plan a parfaitement fonctionné, l'insurrection est relancée et la méfiance s'est introduite entre les membres des deux communautés. Compte tenu des sévices pratiqués par les militants F.L.N. contre les musulmans pro - français, les musulmans ont tendance à se ranger derrière le F.L.N. ; en particulier les désertions des tirailleurs algériens augmentent. Ainsi le 8 mars 1956, une compagnie de tirailleurs algériens qui tenait un poste dans le djebel à l'ouest de Souk Ahras, près de Guelma, a déserté après avoir tué ses cadres européens, en emportant le matériel, l'armement et les munitions ; le 3^{ème} Régiment de Chasseurs Parachutistes du Lieutenant – Colonel M. BIGEARD récupère armement et munition après une opération éclair au cours de laquelle 15 déserteurs sont repris.

Autre mode d'action similaire pratiqué en Alger. La direction des opérations était confié à Yacef SAADI, entouré d'une douzaine d'hommes, dont AMIRA Ali plus connu sous le pseudonyme d'Ali La Pointe, ancien proxénète, âgé de 26 ans en 1956. Cette équipe est complétée par de jeunes filles belles et bronzées, habillées à l'européenne en robe d'été, cheveux au vent ; Yacef SAADI considérait qu'une femme étant moins soupçonnable qu'un homme et déclarait à ce propos « *Il faut se servir de jolies filles ; les soldats regarderont leurs yeux, plaisanteront au lieu de les fouiller* » ; comme cela sera rappelé ces jeunes filles poseront des bombes qui feront essentiellement des victimes dans la jeunesse européenne. Les enfants serviront d'agents de liaison.

Entre juin et août 1956, on dénombre 150 attentats dans l'agglomération d'Alger. Le bilan de ces attentats en Alger est de 78 morts en 1956 et de 837 morts en 1957. Sans

forcément donner tous les détails des actions coordonnées par Yacef SAADI, on peut rappeler ci dessous les faits les plus marquants :

- le 30 septembre 1956 à 18 h 35, une bombe, déposée par Zohra DRIF, explose au Milk Bar ; cet établissement réputé pour ses glaces, est fréquenté par de jeunes enfants ; et ce, particulièrement en cette veille de la rentrée des classes. Le bilan est de deux morts et 36 blessés dont des enfants, en particulier, Nicole GUIRAUD 10 ans amputée du bras gauche,
- Simultanément, ce 30 septembre 1956, explosion d'une bombe, déposée par Samiah LAKLIDARI à La Cafétéria. Bilan : deux morts et 16 blessés,
- Le 26 janvier 1957, à 17 heures, explosion d'une bombe déposée par Djamila BOUAZZA, 19 ans, au Coq Hardi ; simultanément une bombe déposée par Zoubida FADIDA explose à La Cafétéria alors qu'un engin explosif similaire déposé par Danielle AMRANE MINNE accompagnée de Zahia KERFALLAH explose à L'Otomatic. Le bilan de ce triste après-midi est de 5 morts et 50 blessés, parmi lesquels 40 jeunes âgés de 17 à 19 ans,
- Les lieux de compétitions sportives sont également visés ; ainsi le 10 février 1957, Bahia HOCINE 16 ans, introduit une bombe au stade municipal de Belcourt qui fait 2 morts et 15 blessés ; alors que Djouer AKHOUR, 17 ans, introduit également un engin explosif similaire au stade d'El Biar qui fait 8 morts et 30 blessés,
- Le 3 juin 1957 à 19 heures trois bombes sont placées dans des pieds de lampadaires ; ces derniers sont situés respectivement rue Alfred-Lelluch, ainsi que devant un arrêt de bus carrefour de l'Agha et à un autre arrêt rue Hoche. Les deux premières explosions font 8 morts dont trois enfants âgés respectivement de six, dix et quatorze ans et quatre-vingt-douze blessés dont plusieurs seront amputés. La troisième explosion ne fait pas de victime car le passage miraculeux d'un bus quelques minutes avant l'explosion permet d'épargner des vies humaines,
- Le 9 juin 1957, au casino de la corniche, lieu où venait danser la jeunesse algéroise, une bombe placée sous l'estrade explose à 18 h 30 ; le bilan est de 9 morts et 85 blessés (46 hommes et 39 femmes) dont 10 dans un état désespéré ; trente enfants sont touchés dont quatorze doivent être amputés,
- De 1958 jusqu'à la fin de l'année 1962, de nombreuses victimes civiles et militaires de toute confession sont à déplorer ; et tout particulièrement après la date du 19 mars 1962, date du cessez-le-feu qui ne saurait être la date marquant la fin de la guerre d'Algérie, puisqu'on estime qu'environ 10 000 européens ont été assassinés et/ou enlevés et que 150 000 Harkis et leur familles ont été assassinés dans des conditions particulièrement atroces et indignes (voir annexe).

Pour terminer sur la stratégie adoptée par le F.L.N., et afin de montrer que toutes les villes et les villages étaient touchés, rapportons des faits concernant un attentat à Bône, dans l'est algérien. Bône est une ville construite sur une plaine. La ville européenne était constituée de larges artères quasiment toutes à angle droit ; contrairement à Constantine, ville vallonnée, il était difficile pour un militant F.L.N. d'exécuter un attentat sans se faire repérer et, par conséquent, arrêter. Il fallait donc opérer autrement. C'est ce que fit le F.L.N. Le 6 octobre 1956 était un samedi. D'après DERDOUR, pour éloigner les forces de l'ordre du centre ville, des grenades sont lancées dans des bars de Joannonville (banlieue bônoise située au niveau de la basilique de Saint Augustin à environ 2 kilomètres du centre ville) et à la cité Auzas ⁽¹⁾. Dans l'après-midi, à bord d'un taxi, des militants F.L.N. descendent l'avenue principale de la ville, le cours Jérôme BERTAGNA en mitraillant les passants. Pour fixer les idées, ce cours était

¹ que les bônois, pas peu fiers de leur cité et même de leur cimetière, orthographiaient cité Aux As !

analogue aux Remblas de Barcelone, d'une longueur d'environ 500 mètres. Il faisait beau et les terrasses des principales brasseries étaient bondées de familles attablées de part et d'autre de la rue entourant cette promenade ; les terrasses de l'Hôtel d'Orient, de la brasserie de la Paix, de la brasserie du Maxeville et celle du Dauphinois sont visées. Il y a eu 4 morts dont deux musulmans et deux européens, Madame Martine ALLOUCHE et Monsieur Marc MASSINI, ainsi que 29 blessés dont la moitié de musulmans. Les ambulances n'étaient pas en nombre suffisant pour évacuer les victimes vers l'hôpital ; les blessés étaient embarqués sur des camions militaires, sirènes hurlantes. On a vu ainsi passer dans une des rues principale, une camionnette militaire où était allongée une femme européenne, habillée d'une robe claire, la gorge hachée par une rafale.

Des réformes sur la nationalité et surtout sur l'amélioration du niveau de vie de toutes les populations nécessiteuses et modestes s'imposaient à l'évidence.

Car contrairement aux idées hâtivement propagées, une grande majorité de la population européenne possédait un revenu moyen par habitant comparable à celui de la métropole, et même légèrement inférieur [7] ce que tous les observateurs qualifiés reconnaissent; comme en métropole il y avait d'importantes disparités. Les économistes ont souvent souligné que le niveau de vie des Européens était, en moyenne, inférieur de 20% à celui des Métropolitains. S'il existait quelques propriétaires terriens extrêmement riches, un tiers d'entre eux possédait moins de 10 hectares (à faible rendement celui-ci n'étant pas comparable avec celui de la Beauce) et beaucoup étaient plutôt modestes [9]. Bien évidemment la misère de la population musulmane, population neuf fois supérieure à la population européenne, était plus visible; cette misère était aggravée par l'explosion démographique de cette population musulmane insuffisamment encadrée, faute de moyens. Il est bon aussi de rappeler qu'à contrario, la population musulmane comptait également de riches propriétaires. Le secteur industriel n'a jamais constitué un secteur très développé en Algérie [8]. Les entreprises françaises n'avaient pas choisi de délocaliser dans ce pays. Le patrimoine industriel en Algérie était constitué de 3 900 entreprises, dont 45 de plus de 500 ouvriers (32 dans l'Algérois, 9 dans l'Oranais et 4 dans le Constantinois) [8] ; son développement, comme préconisé trop tard, notamment dans le plan de Constantine, aurait permis de lutter contre le chômage des classes populaires défavorisées et d'améliorer leur niveau de vie et leur éducation.

Sur le plan de la nationalité, les émigrés d'Espagne, d'Italie, de Malte et d'autres pays du bassin méditerranéen, nés dans ces pays, n'avaient pas forcément jusqu'en 1962, la nationalité française, bien que, durant les guerres, ils aient payé par le prix du sang le droit de l'avoir, tout comme les Français – musulmans.

Ces départements d'Algérie, occupaient une surface cinq fois supérieure à celle de la France métropolitaine. La façade était dans son ensemble correctement équipée. Par contre l'intérieur du pays était, pour l'essentiel, particulièrement sous-administré et par conséquent sous-développé. La France à la fin de plusieurs guerres n'avait pas la capacité de mettre en valeur la totalité de ce vaste territoire, en si peu de temps. Les lois régissant ces départements français étaient promulguées à l'Assemblée Nationale et au Sénat à Paris, et non en Alger.

Il est difficile d'admettre que quelques gros colons pouvaient infléchir une politique de favoritisme à l'égard uniquement des seuls européens. L'histoire a montré clairement, lors de la politique d'abandon des années 1960, que ces gros colons n'avaient pas le pouvoir qu'on leur a prêté, puisque finalement l'Algérie est devenue un état indépendant en juillet 1962.

Les revendications du F.L.N. et des autres mouvements algériens vis-à-vis de l'égalité des droits étaient parfaitement recevables. Les Européens pouvaient également réclamer les mêmes droits tant sur le plan de la nationalité (pour les plus âgés) que sur le plan social. On constate donc que les problèmes de nationalité, les problèmes sociaux et plus généralement les inégalités qui existaient du temps de l'Algérie Française, touchaient aussi bien la population européenne que la population musulmane, sans distinction de religion puisque c'était la seule différence. Par conséquent, rien ne justifie les moyens extrêmes et expéditifs utilisés par le F.L.N. dans sa lutte révolutionnaires, la communauté européenne n'ayant pas jusqu'aux années 1960 utilisée ce type de méthode pour voir satisfaire ses justes revendications.

Il est faux aussi de dire que dans leur grande majorité, les Européens étaient des « colons » exploités.

Le mode d'action imaginé par les « ultras » du F.L.N. a été pensé comme une stratégie volontaire, systématique et organisée pour monter les deux communautés l'une contre l'autre et, également exercer son pouvoir auprès de la population musulmane par la terreur. Bien que la politique du pire qui ait été mis en œuvre, ce mode d'action s'est finalement avéré efficace, tout au moins pour des visées politiques à court terme.

Annexe : statistiques indicative du nombre de victimes de la guerre d'Algérie (voir en particulier [10]) ; il convient de préciser que cet aspect quantitatif manque de données précises et irréfutables particulièrement pour ce qui concerne la période démarrant après le « cessez le feu » du 19 mars 1962

Pertes militaires françaises : du 1 novembre 1954 au 19 mars 1962

- tués au combat ou par attentat	environ <u>17 000</u>
dont	
- Appelés du contingent	au moins 7 500
- Militaires d'active	2 670
- Soldats Français – Musulmans	1 550
- Supplétifs – Musulmans	3 200
- Légionnaires, Tirailleurs, troupes Africaines	2 100
- morts par accidents et divers	près de 10 000
- blessés au combat ou par accident	65 000

Pertes musulmanes : du 1 novembre 1954 au 19 mars 1962 **210 000**²

dont	
- pertes de l'A.L.N.	153 000
- victimes de purges internes	environ 12 000 ³

² selon les chiffres établis par les recensements démographiques, correspondant aux disparus du fait de la guerre. Ce chiffre concerne à la fois les pertes de l'A.L.N., les disparitions de civils et les musulmans servant dans l'armée Française (soldats réguliers et supplétifs).

³ dont en Algérie 6 000 tués & 4 000 blessés et en Métropole 4 300 & 9 000 blessés dans l'affrontement entre le F.L.N. et le M.N.A. .

- civils musulmans tués	16 378
- civils musulmans enlevés et disparus	13 296
- civils musulmans blessés	13 610

- Pertes civiles Européennes : du 1 novembre 1954 au 19 mars 1962

- tués par le F.L.N.	2 788
- disparus	375
- blessés par le F.L.N.	7 541

- Pertes civiles : après le 19 mars 1962, soit au moins **160 000** victimes

- Européens disparus	3 846 à 6 500 ⁴
- militaires français tués	386 ⁵
- massacres d'Oran du 5 /07/62, tués en Alger et ailleurs environ	3 500
- supplétifs musulmans servant dans l'armée française et leur famille ⁶	150 000 ⁷

Annexe : dégâts durant la guerre d'Algérie

Il y eu durant cette guerre des dégâts portés aux immeubles, aux écoles, aux cultures et des meurtres d'animaux. Ainsi

- 401 écoles incendiées, détruites ou pillées,
- 8 000 villages incendiés,
- 6 352 exploitations agricoles détruites,
- 50 746 poteaux télégraphiques abattus,
- 77 963 têtes de bétail égorgées ou volées,
- 585 700 arbres fruitiers arrachés,
- 12 436 000 pieds de vigne arrachés.

Références

[1] Hubert CATALDO, BÔNE Hippone la Royale et sa région, tome 4, Edition Jacques Gandini, 1998

[2] H' Sen DERDOUR, Annaba, 25 siècles de vie quotidienne et de luttes, SNED, Alger, 1982

[3] Raphaël DELPART, Les souffrances secrètes des Français d'Algérie, Michel Lafon, 2007

[4] Pierre VALLAUD, La guerre d'Algérie, tomes 1 & 2, Acropole, 2005

⁴ le flou le plus total règne sur ces chiffres ; les fourchettes vont aussi de 10 000 à 25 000 y compris au niveau des cabinets ministériels Français (article d'André SANTINI paru le 10 juin 2 000 au Figaro).

⁵ Direction de la mémoire, du Patrimoine et des Archives (DMPA)

⁶ harkis, moghazni, mitaires engagés (tirailleurs, zouaves, spahis,..), groupe d'auto défense, civils de l'administration, ...et leurs familles

⁷ Même chose pour les Harkis où la fourchette se situe entre 80 000 et 150 000

[5]] Site internet http://www.piednoir.net/bone/titre_rubrique/

[6] Paris presse l'intransigeant, 2 novembre 1954

[7] Jacques FREMEAUX, Les Français d'Algérie en 1954, La guerre d 'Algérie, n°11, pp. 68-75, 2008

[8] Daniel LECONTE, Camus si tu savais, Seuil, 2006

[9] Geneviève TILLION, L'Algérie en 1957, Editions de minuit

[10] Alain De Sedouy, Le destin d'un capitaine, livret en supplément du DVD, ADS production, 2008.